



Tous droits réservés

DROIT DES CONTRATS SPÉCIAUX

Séance 8 - Le contrat de mandat

I.	Les caractères du mandat.....	3
A)	L' <i>intuitu personae</i>	3
B)	La représentation	3
C)	L'accomplissement d'actes	4
D)	Le caractère gratuit.....	4
E)	L'absence de lien de subordination	4
II.	La formation du mandat.....	4
A)	Conditions de fond.....	4
1)	La capacité des parties	5
2)	L'objet du contrat : la mission.....	5
3)	Le prix de la mission.....	6
B)	Conditions de forme	6
III.	Les effets du mandat.....	6
A)	Les obligations du mandant	6
1)	L'obligation de coopérer	6
2)	Le remboursement des frais	7
3)	Le paiement des salaires	7
4)	L'indemnisation du mandant	7
B)	Les obligations du mandataire.....	8
1)	Exécuter la mission	8
2)	Rendre des comptes.....	9
IV.	L'extinction du mandat	9

A)	L'extinction par le mandant.....	9
B)	L'extinction par le mandataire	9
C)	L'extinction involontaire	9
V.	Le mandat posthume.....	10



Définition : Le mandat est le contrat par lequel une personne confie à une autre le pouvoir d'agir en son nom. On l'appelle aussi procuration (**art. 1984 C. civ.**).

Originellement conçu pour le cercle familial, il s'est élargi peu à peu au monde du travail, d'où sa réglementation.

Question : Quelles sont les caractéristiques et les obligations découlant du contrat de mandat ? Existe-t-il des mandats spéciaux ?

I. Les caractères du mandat

A) L'*intuitu personae*



Définition : L'*intuitu personae* est le terme utilisé pour désigner un contrat dont la partie est un des éléments forts. On contracte avec elle plutôt qu'une autre, pour une bonne raison.

Le mandat ne peut être formé que par l'acceptation du mandataire (**art. 1984 C. civ.**).

Il y a donc une forte *intuitu personae*.

B) La représentation

C'est l'objet du contrat : le mandataire représente le mandant.



À retenir : Le seul intérêt de ce contrat est celui du mandant !

On distingue deux représentations :

- la représentation parfaite, si elle est montrée aux tiers.
- la représentation imparfaite, si elle n'est pas montrée aux tiers.

Cette distinction est reprise dans **l'article 1154 du Code civil**.

C) L'accomplissement d'actes

Le mandataire accomplit des actes pour le mandant.



Attention : Il s'agit uniquement d'actes juridiques ! Dès lors que l'on tomberait dans les actes matériels, le contrat deviendrait un contrat d'entreprise – sauf si le mandat reste le contrat principal.

D) Le caractère gratuit

La loi dispose que le contrat de mandat est en principe gratuit (**art. 1986 C. civ**).



À retenir : S'il est onéreux, le prix doit être mentionné au contrat.

E) L'absence de lien de subordination

Comme évoqué précédemment, s'il y a un lien de subordination, le contrat de mandat devient un contrat d'entreprise.

Le mandataire exerce librement sa fonction tant qu'il atteint l'objectif.

II. La formation du mandat

A) Conditions de fond

1) La capacité des parties

Le mandant doit avoir une double capacité :

- la capacité de disposer pour établir le contrat de mandat ;
- la capacité de réaliser l'acte pour lequel est conclu le contrat de mandat.

Le mandataire en revanche, peut ne pas avoir la capacité juridique, puisque l'acte n'aura pas d'effet sur lui, mais sur le mandant.



Attention : Si le mandataire est mineur, le mandant ne pourra agir que selon les règles applicables aux mineurs (**art. 1990 C. civ.**).

2) L'objet du contrat : la mission

La mission peut être :

- spéciale, si elle ne concerne qu'une ou quelques affaires ;
- générale, si elle concerne toutes les affaires (**art. 1987 C. civ.**).



À retenir : Si la mission est spéciale, elle ne peut pas contenir d'actes d'administration.

Si la mission est générale, elle peut contenir des actes d'administration et de disposition.

Le mandataire ne peut pas dépasser l'étendue de ses pouvoirs (**art. 1989 C. civ.**). S'il le fait malgré tout, il engage sa responsabilité contractuelle.



Attention : Comme l'objet du licite doit être licite, la mission doit l'être également.

3) Le prix de la mission

Le contrat de mandat n'est pas forcément payant.

S'il l'est, il n'est pas nécessaire que le prix soit défini en amont pour que le contrat soit valable. Seul l'abus dans sa fixation est puni (**art. 1165 C. civ.**).



À retenir : Certaines prestations sont rémunérées à un prix fixé par la loi, comme les agents immobiliers (**loi du 2 janvier 1970**).

B) Conditions de forme

Le consentement ne doit prendre aucune forme spécifique et le contrat peut être tacite (**art. 1985 C. civ.**).



À retenir : Lorsque le mandataire est un professionnel, le contrat doit être écrit.

Quant à la preuve, elle répond au régime de droit commun.

III. Les effets du mandat

A) Les obligations du mandant

1) L'obligation de coopérer

C'est l'obligation d'exécuter les contrats de bonne foi qui implique que le mandant doit aider le mandataire à la bonne réalisation de la mission (**art. 1104 C. civ**).



À retenir : Le mandant qui ne coopère pas correctement engage sa responsabilité contractuelle.

2) Le remboursement des frais

Le mandant doit rembourser les frais et les avances qu'effectue le mandataire dans l'exercice de sa mission, à charge pour lui néanmoins de les justifier (**art. 1999 C. civ**).



Attention : Si le mandataire commet une faute dans l'exercice de ses fonctions, le mandant peut être dispensé de rembourser les frais (**art. 1999 al. 2 C. civ**).

3) Le paiement des salaires

Si les salaires ont été convenus au contrat de mandat, il est du devoir du mandant de les verser (**art. 1999 C. civ**). Comme pour le remboursement des frais, l'article prévoit que le mandant peut être dispensé de payer les salaires si le mandataire a commis une faute.

4) L'indemnisation du mandant

Si le mandataire ne commet aucune faute dans l'exercice de sa mission, et qu'il connaît des pertes, le mandant sera tenu de l'indemniser (**art. 2000 C. civ**).



Attention : Ce n'est pas une disposition d'ordre public. Les parties sont libres d'insérer dans le contrat de mandat une clause qui permet d'éviter cette indemnisation.

B) Les obligations du mandataire

1) Exécuter la mission

C'est le cœur du contrat de mandat. Le mandataire doit exécuter sa mission, sans toutefois dépasser les limites de celle-ci (**art. 1989 C. civ.**).

S'il dépasse néanmoins le cadre de sa mission, le mandant peut demander la nullité du contrat (**art. 1156 et 1157 C. civ.**).



À retenir : La mission est personnelle, toutefois dans certains cas, il est possible qu'il existe un mandataire substitué. Il se forme alors un second contrat de mandat, entre le mandataire initial et son mandataire substitué.



Attention : Cependant, le contrat peut interdire le recours à un sous-mandataire, et dans certains cas la loi l'interdit. C'est par exemple le cas des avocats, qui ne peuvent utiliser les mandataires substitués.

La mission doit être réalisée dans un délai raisonnable, de sorte que le mandant ne soit pas dans l'embarras ou dans l'attente.

Le mandataire doit faire preuve d'efficacité. Il doit mettre en place les moyens nécessaires pour la bonne réalisation de sa mission. À ce titre, le mandataire peut être contraint de verser des dommages-intérêts en cas d'inexécution de celle-ci (**art. 1991 C. civ.**).

Enfin, le mandataire doit être loyal envers son mandant, puisqu'il n'est que son intérêt qui est présent au contrat.



À retenir : En cas de faute dans l'exercice de sa mission, le mandataire engage sa responsabilité contractuelle (**art. 1991 et 1992 C. civ.**).

2) *Rendre des comptes*

Le mandataire doit rendre des comptes au mandant (**art. 1993 C. civ**). Cela signifie qu'il doit :

- rendre des comptes sur l'avancée de sa mission ;
- tenir des comptes financiers du coût de la mission.

IV. L'extinction du mandat

A) L'extinction par le mandant

Le mandant est libre de révoquer le mandataire quand il le souhaite (**art. 2004 C. civ**).



Attention : Il peut exister au contrat une clause d'irrévocabilité. Elle ne permet pas de priver le mandant de sa capacité de révoquer le mandataire, mais il lui devra une indemnité si cela arrive.

B) L'extinction par le mandataire

Le mandataire peut vouloir cesser également le contrat de mandat, et il le peut à tout moment (**art. 2007 C. civ**). Néanmoins, il devra des dommages-intérêts au mandant si cela lui cause un préjudice.

C) L'extinction involontaire

Le mandat peut s'éteindre également par la mort du mandant ou du mandataire, par la mise sous tutelle de l'un ou de l'autre, ou par la déconfiture (liquidation judiciaire, redressement) de l'un ou de l'autre (**art. 2003 C. civ.**).

V. Le mandat posthume



Définition : Le mandat posthume est un contrat qui permet de désigner un mandataire pour gérer les biens après le décès, pendant un certain temps. Une fois le délai du mandat écoulé, la succession aux héritiers sera ouverte.

Le mandat posthume est prévu **aux articles 812 et suivants du Code civil**. Ils ont été créés par **une loi du 23 juin 2006 portant réforme du droit des successions**.

Les héritiers n'ont pas besoin de consentir au mandat.

Il commence à compter du décès du mandant, jusqu'à la fin du délai prévu. Il est en théorie de deux ans mais peut être renouvelé (**art. 812-1-1 C. civ.**). Le mandant ne peut révoquer le mandataire que jusqu'à son décès.

Il confère au mandataire deux obligations : gérer les biens pendant le contrat, et les transmettre aux héritiers à son terme.



Attention : Le mandat posthume doit être un acte authentique.

Le contrat de mandat peut être onéreux mais en principe il est gratuit. Le mandataire est tenu, tous les ans, de rendre des comptes aux héritiers.

Il prend fin à l'extinction du terme du contrat, mais peut être révoqué judiciairement pour diverses causes, telles que la faute du mandataire, par exemple.



Pour aller plus loin : Il existe également des mandats réglementés. C'est le cas du statut de l'agent immobilier (**loi Hoguet du 2 janvier 1970**), et du promoteur immobilier (**art. 1831-1 C. civ.**).